

N° 31/CA du Répertoire

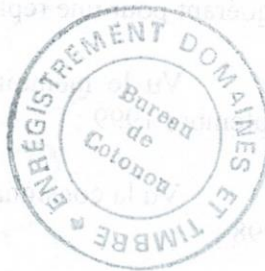
N° 98-54CA du Greffe

Arrêt du 19 juillet 2001

AFFAIRE : BOKO Julien

C/

- Directeur Général de la Police Nationale
- Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale

REPUBLIQUE DU BENIN**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS****COUR SUPREME****CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 08 juin 1998, enregistrée au Greffe de la Cour le 19 juin 1998 sous le n° 436/GCS, par laquelle l'Inspecteur de Police BOKO Julien, BP 200-PAF - Cotonou, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre les Arrêtés n° 41, 44 et 45/MISAT/DGPN/CNRCPN du 04 mars 1998, par lesquels le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale a procédé :

- Primo : à la nomination et au reclassement des Inspecteurs de Police ;
- Secundo : à la reconstitution de carrière des sous-brigadiers et brigadiers de Paix ;
- Tertio : au reversement, reclassement et avancement des brigadiers de Paix de 1^{ère} classe et Officiers de Paix ;

Vu la lettre n° 1568/GCS du 08 octobre 1998, transmettant au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale, pour ses observations, la requête valant mémoire ampliatif du requérant et les pièces y annexées ;

Vu la mise en demeure n° 0032/GCS du 08 janvier 1999 adressée au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale ;

Vu les observations de l'Administration contenues dans la lettre n° 1153/MISAT/DC/DGPN/DAP/SA du 12 mai 1999 ;



Notifié aux parties par L/N° 2791-2792 - 2793/GCS et du PG-CS par L/N° 2787/GCS du 26/11/2001

DE = Grátis

Enregistré à Cotonou le 24/11/01
 Fe 30
 Case 4381-3
 Reçu Grátis

l'Inspecteur de l'Enregistrement

Elisabeth DOURI

Vu la lettre n° 979/GCS du 31 mai 1999, par laquelle les observations de l'Administration ont été communiquées au requérant pour une réplique éventuelle ;

Vu le mémoire en réplique du requérant en date du 04 septembre 1999 ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 1232 du 03 juillet 1998 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966, organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981, portant Statut des Personnels Militaires des Forces Armées du Bénin ;

Vu la Loi n° 93-010 du 20 août 1997, portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale ;

Vu le Décret n° 97-622 du 30 décembre 1997, portant Statuts Particuliers des Corps des Personnels de la Police Nationale ;

Vu l'Arrêté n° 004/MISAT/DC/DGPN/CNRCPN du 07 janvier 1999, portant nomination et reclassement de trois Inspecteurs de Police ;

Vu l'Arrêté n° 005/MISAT/DC/DGPN/CNRCPN du 07 janvier 1999, portant reconstitution de carrière de trois Inspecteurs de Police ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Samson DOSSOUMON** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Nestor DAKO** en ses conclusions ;
Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Sur la recevabilité

Considérant que le recours contentieux du requérant est recevable pour avoir été introduit dans les forme et délai de la loi ;

AU FOND

Sur le moyen du requérant tiré de la violation de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 et du Décret n° 97-622 du 30 décembre 1997, sans qu'il soit besoin d'examiner le second moyen.

Considérant que, pour soutenir son moyen, le requérant évoque la mauvaise application, par l'administration, desdits textes au motif que «à la faveur de la désaffiliation de la Police des Forces Armées, aux lendemains de la Conférence des Forces Vives de la Nation (février 1990), ses camarades, hier Sergents, ont demandé et obtenu leur retour à la Police Nationale, pour compter du 1^{er} juin 1992, avec le grade de Brigadier de Paix de 2^{ème} classe pour les uns, et Brigadier de Paix de 1^{ère} classe pour les autres (homologues Sergents et Sergents-Chefs), et avec tous les droits acquis dans les Forces de la Défense Nationale, leur Corps d'adoption par nécessité » ;

Qu'ainsi, par rapport à ses collègues, il a été retardé, dans la procédure de reconstitution de carrière, d'au moins dix (10) ans alors qu'ils étaient tous de la même promotion, et qu'ils avaient reçu la même formation, et obtenu le même diplôme ;

Considérant qu'il ressort du dossier que le requérant a été recruté, à la Police par concours direct, au même titre que ses collègues, élèves-gardiens de la paix ; qu'en décembre 1981, il a passé à nouveau le concours direct des Elèves-Inspecteurs de Police, et s'est fait nommer dans ce Corps, en janvier 1983 ;



Considérant qu'en droit administratif, on distingue deux types de recrutement dans la fonction publique, par lesquels l'Agent Public est appelé pour sa carrière et qui sont, le recrutement externe et le recrutement interne ;

Considérant que le recrutement externe fait entrer dans la Fonction Publique, des personnes qui lui étaient étrangères ; tandis que le recrutement interne, qui est un instrument de promotion sociale, vise à faire entrer dans un Corps différent, et normalement de niveau plus élevé, des agents qui appartenaient déjà à la Fonction Publique ;

Considérant que, de l'analyse de ces deux modes de recrutement, il résulte que le choix des personnes à recruter n'est pas le même ;

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized, cursive letter 'S' followed by a flourish.

Considérant que l'article 16 de la Loi n° 86-013 du 26 février 1986, portant Statut Général des Agents Permanents de l'Etat fait nettement une distinction entre ces deux modes de recrutement et qu'à ce titre, il dispose que :

« **Article 16** : Les Agents Permanents de l'Etat sont recrutés :

1°/ Sur titre, par concours direct ou après un test : ...

2°/ Par examens professionnels :

Les Examens Professionnels sont ouverts pour l'accès direct à une hiérarchie supérieure aux Agents Permanents de l'Etat d'une catégorie inférieure ayant accompli un temps de service déterminé et éventuellement reçu une certaine formation... »

Que les modalités de ce mode de recrutement sont définies aux articles 69 et 177 de ladite loi ;

Considérant qu'il résulte également de l'article 38 de la loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale que, le recrutement donnant accès à l'un des Corps de la Police Nationale s'effectue par :

1°) Concours direct ou externe ;

2°) Concours Professionnel ou interne ;

3°) Promotion normale des fonctionnaires ayant subi un examen professionnel sanctionné par un diplôme technique ;

Qu'il résulte de tout ce qui précède, que le sieur BOKO Julien ayant choisi de passer, en décembre 1981, le concours direct de recrutement des Elèves-Inspecteurs de Police, et nommé dans ce Corps en janvier 1983, ne peut prétendre aux mêmes avantages, résultant de la reconstitution de carrière des Agents des Forces de Sécurité Publique, au même titre que ses collègues de la promotion du 11 décembre 1978, recrutés par concours direct, en qualité d'Elèves-Gardiens de la Paix, et ayant connu par le jeu de promotion, une évolution interne dans leur carrière ;

Qu'ainsi, la situation administrative du requérant, ainsi que l'évolution de sa carrière jusqu'à sa retraite, doit tenir compte de sa date d'intégration par concours direct dans le corps des

8

Inspecteurs de Police et non dans le Corps des Elèves Gardiens de la Paix ;

Considérant que la reconstitution de carrière des Officiers de Police, Officiers de Paix, Inspecteurs de Police, Brigadiers et Sous-Brigadiers de Paix, dont le déroulement normal de carrière avait été bloqué du fait de la non- parution des Statuts Particuliers, tel que prévu aux articles 50, dernier alinéa et 104, deuxième alinéa de la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981, a un effet rétroactif et ce, pour compter du 10 octobre 1981 ;

Considérant que, bien que l'Administration ait pris les Arrêtés n° 004 et 005/MISAT/DC/DGPN/CNRCNP du 07 janvier 1999, portant d'une part, nomination et reclassement de trois (03) Inspecteurs de Police et, d'autre part, la reconstitution de carrière de trois Inspecteurs de Police, il s'est avéré que tous les droits liés à la reconstitution normale de la carrière du requérant n'ont pas été entièrement pris en compte ;

Qu'ainsi, l'abrogation de l'Arrêté n° 041/MISAT/DGPN/CNRCNP du 04 mars 1998 par l'Arrêté n° 005/MISAT/DC/DGPN/CNRCNP du 07 janvier 1999, n'empêche pas le juge d'analyser tous les aspects du dossier soulevés par le sieur BOKO Julien portant sur la reconstitution de sa carrière ;

Considérant que le requérant a été nommé, par Décision n° 411/EM/FSP/BP du 22 avril 1983, dans le Corps des Inspecteurs de Police de 2^{ème} classe pour compter du 07 février 1983 ; qu'il y a lieu de procéder, conformément à l'article 43 du Décret 97-622 du 30 décembre 1997, portant Statuts Particuliers des Corps des Personnels de la Police Nationale, à la reconstitution de sa carrière de la façon suivante :

* Inspecteur de Police de 1^{ère} classe, pour compter du 07 février 1987.

* Inspecteur de Police Principal, pour compter du 07 février 1990.

Considérant que bien que le grade d'Inspecteur de Police Principal, soit soumise à l'obtention du Brevet Supérieur d'Inspecteur de Police (BSIP), il est à faire remarquer qu'obligation est faite à l'Administration d'organiser annuellement ledit examen afin de ne pas laisser « vieillir sous le harnais » les agents remplissant les trois ans d'ancienneté de grade prévus par la loi ;

Considérant que ledit examen n'a pas été organisé dans le délai légal ; qu'ainsi l'administration ne saurait rendre responsable les agents concernés, ni soutenir l'inorganisation dudit Examen pour ne pas faire avancer les agents remplissant les conditions de trois (3) ans d'ancienneté dans le grade d'Inspecteur de Police de 1^{ère} classe, pour passer au grade d'Inspecteur de Police Principal ;

Considérant que, pour le passage du grade d'Inspecteur de Police Principal au grade d'Inspecteur de Police Divisionnaire, il est prévu quatre (4) ans dans le grade d'Inspecteur Principal ; condition que le requérant a rempli depuis le 07 février 1994 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 53, point 3, du décret 97-622 du 30 décembre 1997, que les Inspecteurs Divisionnaires comptant au moins cinq (5) ans dans le grade, et ayant subi un examen professionnel, sanctionné par un diplôme technique, peuvent accéder au grade de Commissaire de Police ;

Considérant que l'Administration n'a pas organisé ledit examen ; qu'ainsi, elle ne saurait rendre responsable, le requérant ayant rempli les conditions exigées par la loi depuis 1999, date à laquelle il est fait obligation à l'administration de lui faire passer ledit examen, qu'il échet de le nommer :

* Commissaire de Police de 2^{ème} classe pour compter du 07 février 1999.

Au total, il échet d'accueillir le recours en annulation, pour excès de pouvoir, du sieur BOKO Julien contre l'Arrêté n° 41/MISAT/DGPN/CNRCPN du 04 mars 1998, de rejeter son moyen tiré de la violation de la loi en ce que, la reconstitution de sa carrière doit se faire sur la base de sa date d'intégration en 1981 dans le Corps des Elèves-Gardiens de la Paix, de prendre comme point de départ pour la reconstitution de sa carrière, la date du 07 février 1983, date de son intégration, par concours direct, dans le Corps des Inspecteurs de Police ; de le faire évoluer dans ce Corps jusqu'au grade d'Inspecteur de Police Divisionnaire, et de le nommer, à titre normal, pour compter du 07 février 1999, Commissaire de Police de 2^{ème} classe ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours en annulation de l'Inspecteur de Police BOKO Julien, contre l'Arrêté n° 41/MISAT/DGPN/CNRCPN du 04 mars 1998, par lequel le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale a procédé à sa nomination et son reclassement dans le corps des Inspecteurs de Police, est recevable.

Article 2 : L'Arrêté n° 041/MISAT/DGPN/CNRCPN du 04 mars 1998, en ce qui concerne le requérant, est annulé, avec toutes les conséquences de droit, notamment la reconstitution de carrière du sieur BOKO Julien, conformément aux articles 43 et 53 point 3 du décret n° 97-622 du 30 décembre 1997.

Article 3 : Le présent Arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême et publié au Journal Officiel de la République du Bénin.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Grégoire ALAYE }

et }

Joachim G. AKPAKA }

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-neuf juillet deux mille un, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Nestor DAKO,

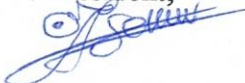
MINISTERE PUBLIC ;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI,**

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,



Le Greffier,




DECLARATION

Article 1. The undersigned hereby declares that the information furnished by him in the foregoing questionnaire is true and correct to the best of his knowledge and belief.

Article 2. The undersigned hereby declares that he is not a member of any organization, association, or society, the purpose or object of which is to defame or bring into disrepute the Government of the United States.

Article 3. The undersigned hereby declares that he is not a member of any organization, association, or society, the purpose or object of which is to defame or bring into disrepute the Government of the United States.

Article 4. The undersigned hereby declares that he is not a member of any organization, association, or society, the purpose or object of which is to defame or bring into disrepute the Government of the United States.

TESTIMONY

CONCLUSIONS

Continued on next page

Continued on next page

It is hereby declared that the information furnished by the undersigned in the foregoing questionnaire is true and correct to the best of his knowledge and belief.

Continued on next page

TESTIMONY

Continued on next page

CONCLUSIONS

Continued on next page

Continued on next page

Continued on next page